

Comment Jean-Michel Blanquer travaille et s'entoure pour repenser l'école

► Pour remettre l'école sur les rails, le ministre de l'éducation veut s'appuyer sur « trois piliers » : la science, la comparaison internationale, l'expérience

► Laïcité, intelligence artificielle, programmes scolaires, pédagogie : sur tous

ces sujets, Blanquer fait travailler des experts, souvent issus de la société civile

► Il s'inspire aussi d'une pratique courante à l'étranger depuis une vingtaine d'années : l'objectivation des décisions de politique publique par la recherche

► Certains s'inquiètent que ce recours à la science marginalise les enseignants et leur connaissance du terrain

Tout l'univers de Jean-Michel Blanquer

Le recours à des scientifiques pour repenser l'école fait craindre à certains un éloignement du terrain

Il l'a développé dans ses écrits – dont le dernier, *L'École de demain* (Odile Jacob, 2016), peut se lire comme un programme éducatif. L'a souligné sur le parvis du ministère de l'éducation avant d'y poser ses cartons, le 17 mai 2017 : les trois « piliers » de Jean-Michel Blanquer pour remettre l'école sur des rails sont la science, la comparaison internationale, l'expérience.

Depuis, les lettres de mission ont afflué en direction de scientifiques de renom : un médaillé Fields – équivalent du Nobel en mathématiques –, Cédric Villani (député LRM de l'Essonne), mandaté par Matignon pour définir la « stratégie nationale » en matière d'intelligence artificielle. Un politologue, Pierre Mathiot, faisant référence en matière d'égalité des chances, convoqué pour dépoussiérer cet examen bicentenaire, réputé intouchable, qu'est le baccalauréat. Un neuropsychiatre, Boris Cyrulnik, invité à coordonner des « assises » pour donner un nouvel élan à l'école maternelle.

Une « inspiration macronienne »

La mission est parfois collective : ce sont treize « sages » (la liste n'a pas encore été officialisée) qui siègeront autour de Dominique Schnapper pour préciser la position de l'institution scolaire en matière de laïcité et de fait religieux. Douze chercheurs, universitaires et élus qui, avec une philosophe, Souad Ayada, poursuivront

Si les partisans saluent un « casting de premier choix », d'autres évoquent des « cautions pour rassurer l'opinion »

la refonte des programmes scolaires engagée sous la gauche. Et une vingtaine d'experts – dont près d'un tiers issu des sciences cognitives – qui, au sein d'un Conseil scientifique, présidée par un spécialiste du fonctionnement du cerveau, Stanislas Dehaene et inauguré le 10 janvier, auront à se pencher sur la pédagogie, la formation, les manuels ou encore la métacognition. Derrière ce mot savant, l'idée qu'il faut « apprendre aux enfants à apprendre ». Un slogan qu'on a plus coutume de voir invoqué à gauche qu'à droite de l'échiquier politique.

Faut-il voir dans la convocation d'experts en grande partie issus de la société civile une « marque Blanquer » ? On peut y lire une « inspiration macronienne », relèvent la plupart des observateurs ; une sorte de promesse d'un renouvellement de ceux qui font et pensent l'école, tendant à légitimer l'action politique par l'expertise scientifique. Inspiration, aussi, d'une tendance

à l'œuvre à l'étranger depuis une vingtaine d'années : celle de l'objectivation des décisions publiques par les sciences et la recherche (« *evidence-based policy* », en anglais), mouvement parti de Grande-Bretagne pour gagner l'Allemagne et la Pologne, et dont la France est, longtemps, restée en retrait, précise-t-on au CNESECO, ce Conseil national d'évaluation du système scolaire créé sous le précédent quinquennat et que Jean-Michel Blanquer a conservé.

« Il y a chez ce ministre un côté *prof de fac assumé, et quand on est prof de fac, on s'entoure de chercheurs*, résume l'un de ses proches. *Il est allé les chercher un peu partout dans l'enseignement supérieur et pas, comme le voudrait l'usage, principalement au sein de l'inspection générale. Et ça, ça coïncide...* » De fait, les réactions sont mitigées : si les partisans du ministre saluent un « casting de premier choix », ses détracteurs évoquent des « cautions pour rassurer l'opinion », vouées à siéger au sein de « comités Théodule ».

Au-delà des clivages partisans, la convocation de la science pour réformer l'école n'a rien de véritablement neuf, rappellent les historiens de l'éducation. Il n'est qu'à regarder la liste des contributeurs au *Dictionnaire de pédagogie de Ferdinand Buisson*, anthologie publiée entre 1882 et 1887, pour prendre la mesure des scientifiques, bâtisseurs de l'école républicaine et laïque, rassemblés autour de Jules

Ferry. Exemple plus récent : le recours, à la Libération, à deux professeurs au Collège de France, Paul Langevin, physicien, et Henri Wallon, psychologue, pour élaborer le projet global de réforme dont on vient de célébrer le 70^e anniversaire. On se souvient aussi de la constitution, sous Jospin, d'une commission de réflexion animée par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros.

Un premier conseil scientifique

Alain Savary, François Bayrou, Jack Lang ont su, eux aussi, en tant que ministres de l'éducation, s'entourer de conseillers de renom... Jusqu'à Najat Vallaud-Belkacem qui, à l'automne 2016, réunissait pour réfléchir à l'enseignement de la langue française un aréopage d'experts – dont, déjà, le professeur Stanislas Dehaene et quatre autres membres du Conseil scientifique qu'il préside aujourd'hui.

M. Blanquer ne joue pas une partition qu'il lui est inconnue. Comme directeur général de l'enseignement scolaire – fonction de « numéro deux » du ministère occupée de 2010 à 2012 –, il a posé des jalons, créant un premier conseil scientifique. Le chercheur Michel Fayol, professeur de psychologie cognitive et du développement, tout juste rappelé au sein du « conseil Dehaene », en faisait déjà partie. « Je ne me sens pas prisonnier d'un conseil, quel qu'il soit, et j'ai toujours travaillé avec la même liberté », confie ce spécialiste de l'acquisi-

tion de l'écrit, égrenant les instances de réflexion autour de la lecture auxquelles il a pu participer – « sous Bayrou, sous Najat Vallaud-Belkacem, sous Blanquer... » Pour quelle utilité? « Le conseil scientifique est un conseil. La politique... c'est autre chose, reconnaît Michel Fayol. Il se peut – c'est même probable – que le Conseil scientifique rende un avis, et que cet avis ne soit pas suivi. L'action politique impose des contraintes que la science n'a pas, et réciproquement. »

Dans les rangs syndicaux, on s'interroge, aujourd'hui, autant sur l'équilibre des champs disciplinaires représentés, que sur le lien, à construire, entre experts et communauté éducative. « Si l'on ne veut pas en rester à une affaire de spécialistes, il faut réfléchir à l'arti-

culat entre ces nouvelles instances et les enseignants, les parents, fait valoir Christian Chevalier, membre du Comité syndical européen pour l'éducation. L'école a besoin de références extérieures pour

« Il faut réfléchir à l'articulation entre ces nouvelles instances et les enseignants »

CHRISTIAN CHEVALIER
syndicaliste

refonder un système à bien des égards replié sur lui-même, traversé

par des querelles de chapelle. Mais si ses 800 000 enseignants ne sont pas impliqués, je vois mal ce qui pourra en sortir», note l'ancien secrétaire général du SE-UNSA.

Au sein de ce syndicat, d'autres réserves s'expriment: « Le choix des experts, l'utilisation de travaux scientifiques à géométrie variable – seulement quand ils sont en phase avec les convictions du ministre, comme l'a montré le retour en arrière sur les rythmes scolaires – discrédite l'argument du pragmatisme », observe sa cosecraire Claire Krepper. Majoritaire dans le premier degré, le SNUipp pousse plus loin la critique, mettant en cause et la composition du Conseil scientifique (« des pans entiers de la recherche en sciences de l'éducation en sont absents », affirme ce

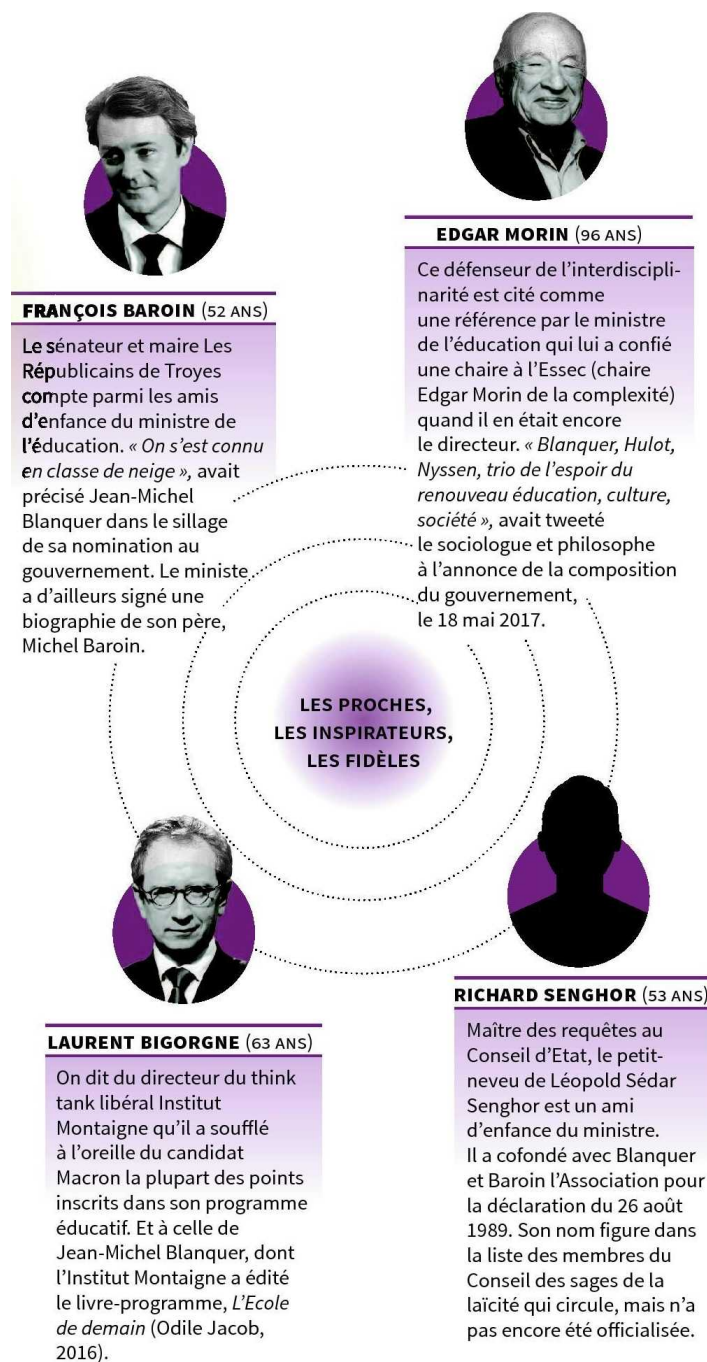
syndicat), et son « indépendance politique ». La FSU, elle, a dénoncé le « scientisme » du ministre.

« Il ne faudrait pas qu'on remplace une cléricature par une autre, relève Blanche Lochmann, de la Société des agrégés; autrement dit, qu'on enterre les messagers des sciences de l'éducation uniquement pour survaloriser les messagers des sciences cognitives ». Comme nombre d'enseignants, elle identifie un risque dans une « trop forte confiance donnée au gouvernement des experts »: celui de se couper de la parole et de l'apport du terrain. ■

MATTEA BATTAGLIA

REPENSER L'ÉCOLE





INFOGRAPHIE LE MONDE

CRÉDITS PHOTOS : AFP - FONDAPOL/CC BY-SA 2.5 ; ANDIA - LEEMAGE

Neurosciences : des avis partagés quant à leur utilisation politique

Si nombre d'enseignants ne sont pas réticents à utiliser les sciences cognitives, peu les considèrent comme une solution miracle

Les neurosciences, une révolution à l'école ? Pas pour Bertrand Picolet, enseignant dans la banlieue lyonnaise, qui a le sentiment d'être « déjà dans le bain ». Si ce professeur des écoles trentenaire conçoit que l'apport des sciences cognitives puisse être une « découverte pour le grand public » – à la faveur de l'inauguration, mercredi 10 janvier, du Conseil scientifique de l'éducation nationale présidé par Stanislas Dehaene, titulaire de la chaire de psychologie cognitive au Collège de France –, lui a le sentiment que « les neurosciences ont déjà trouvé leur place dans bon nombre de classes ».

Dans la sienne – un CM1 –, c'est au quotidien qu'il s'en inspire, raconte-t-il. « Faire travailler les élèves en binômes ou en petits groupes, c'est déjà des neurosciences ; les faire s'autocorriger, les amener à raisonner à partir d'un maximum de supports – cahiers, tableau,

outils numériques... –, c'est aussi s'appuyer sur les neurosciences ; repenser l'organisation de la salle de classe, disposer les bureaux en îlots pour favoriser la confrontation cognitive, tout cela relève d'une même démarche », assure-t-il.

Cécile Hémous, qui enseigne en petite section de maternelle en Gironde, n'a pas non plus le senti-

les recherches se nourrissent du terrain

FRANCETTE POPINEAU
syndicaliste

ment d'une « découverte ». Pas qu'elle s'y soit frottée durant sa formation (« Il y a vingt ans, on ne parlait pas du tout de ce pan de la recherche »), mais parce qu'elle s'est documentée, a compulsé des ouvrages... « Porter une attention particulière aux enfants, aux phases de répétition et de mémorisation, penser à les encourager, les motiver, réfléchir au statut de l'erreur... les sciences cognitives viennent légitimer nos pratiques plutôt que bouleverser le métier », dit-elle.

Se saisir des connaissances sur le fonctionnement du cerveau pour adapter leurs gestes professionnels, leur approche en classe, tous deux y sont « prêts ». Ils ne se reconnaissent pas dans ces « réactions défensives » évoquées par le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, dans un entretien au *Figaro* lors de l'installation du Conseil scientifique. Mais ils ne nient pas qu'elles existent. De fait, les réactions du monde

enseignant semblent mitigées, selon les syndicats. « Les collègues sont ambivalents », observe Stéphane Crochet, du SE-UNSA. Ils sont intéressés par les progrès de la recherche, mais rejettent l'idée d'une solution miracle qui laisserait croire qu'on peut résoudre d'en haut, de manière hors-sol et injonctive, la difficulté scolaire.

Analyse peu différente du SNUipp-FSU : « On ne nie pas l'apport des neurosciences, mais cela

doit passer par une interaction, défend sa secrétaire générale, Francette Popineau : si les enseignants se nourrissent de ces recherches, il faut aussi que ces recherches se nourrissent du terrain. »

Tenir compte de la diversité

L'appel d'une cinquantaine de chercheurs que ce syndicat, majoritaire à l'école primaire, a lancé en novembre enjoignait au ministre de l'éducation de tenir compte de la recherche dans toute sa diversité – et pas seulement des neurosciences – pour donner corps au Conseil scientifique. Une instance appelée à se prononcer sur la pédagogie, l'évaluation, les manuels scolaires... Cet appel du SNUipp-FSU a « en partie » été entendu, reconnaît M^{me} Popineau : sur la vingtaine de personnalités nommées ce 10 janvier, six sont issues des sciences cognitives. On compte aussi trois philosophes, un linguiste, deux sociologues,

deux chercheurs en sciences de l'éducation... L'économiste Esther Duflot y côtoiera le chercheur Pascal Bressoux, le psychologue et statisticien Marc Demeuse ou encore le mathématicien Etienne Ghys. Certains observateurs se sont émus de la faible représentativité des sciences de l'éducation, plus valorisées sous la gauche. Interrogé, mercredi soir, M. Blanquer a répondu que les « sciences de l'éducation étaient une étiquette large et destinée à vivre et à évoluer, (et) qu'il n'était donc pas absurde de dire que les membres du conseil (allaient en) faire ».

Parviendra-t-il à en convaincre cette frange d'enseignants pour qui la pluridisciplinarité à l'œuvre

au sein du conseil reste limitée ? « Les réticences ne viennent pas tant des neurosciences que de l'utilisation idéologique qui peut en être faite », explique la professeure de maternelle Cécile Hémous, syndiquée au SNUipp. Les recherches en sciences cognitives peuvent nous éclairer, mais elles relèvent d'une science de laboratoire, alors qu'une classe n'a rien à voir avec ça, fait-elle valoir. On ne peut y transposer ce qui se joue sous un microscope et ne pas tenir compte des conditions d'apprentissage – l'enfant a-t-il bien mangé ? Bien dormi ? Se sent-il en sécurité ? Est-il au contraire stressé ? »

Depuis son école en Sologne, Delphine (elle a requis l'anony-

« Les réticences ne viennent pas tant des neurosciences que de l'utilisation idéologique qui peut en être faite »

CÉCILE HÉMOUS
professeure

mat) se dit « convaincue [qu'il y a] des choses bonnes à prendre dans les neurosciences » – à commencer par ce qui a trait à la mémorisation et à l'ancrage des connaissances, « jamais » abordés durant sa formation. Le discours politique, en revanche, ne la convainc guère : « Laisser croire qu'une solution unique peut fonctionner pour tous les enfants, c'est méconnaître la réalité de la classe ».

« Si les enseignants se nourrissent de ces recherches, il faut aussi que

Autre motif d'irritation : le sentiment d'un recours « à *géométrie variable* » à la science. « Notre ministre invoque sans cesse la recherche, mais en a-t-il tenu compte en permettant le retour du redoublement ou celui de la semaine de quatre jours ? interroge Delphine. Cet usage politique, je ne suis pas sûre que ce soit le meilleur service à rendre aux neurosciences ! » ■

MATTEA BATTAGLIA